

Préambule

01- La finalité de la DGCCRF est de garantir la confiance du consommateur. Aujourd'hui cette confiance n'est plus fondée uniquement sur les qualités intrinsèques du produit, mais aussi sur les externalités qui y sont associées.

02- La logique productiviste de croissance économique ininterrompue depuis la révolution industrielle a entraîné ainsi un réchauffement climatique global, un épuisement des ressources et de multiples pollutions.

03- Le syndicalisme Solidaires, comme de plus en plus de citoyennes et de citoyens, est soucieux de l'avenir de notre planète, et souhaite peser pour des modes de consommation plus responsables et plus durables. Face à ces enjeux, notre syndicat a un rôle important à jouer, que ce soit dans sa manière d'agir ou d'interagir avec les autres collectifs ou dans sa capacité à restaurer un haut niveau de services publics.

1^{er} axe orientation

04- Solidaires CCRF et SCL revendique un rôle accru de la DGCCRF et du SCL pour promouvoir des modes de consommation plus responsables et plus durable, avec des moyens humains et matériels nécessaires pour pouvoir accompagner ces choix. Il ne s'agit plus d'être simplement une administration au service du « Greenwashing » (écoblanchiment), mais au contraire afin de traquer les pratiques trompeuses pour permettre aux consommateurs et consommatrices de s'engager dans cette démarche en toute confiance, en garantissant que le surcoût à payer favorisera bien la transition écologique.

05- Il est essentiel que la DGCCRF et le SCL aient un rôle central dans l'accompagnement des dispositifs présentés comme favorables pour l'environnement. Elle doit pouvoir exercer ses prérogatives en s'assurant que les garanties apportées par les entreprises sont réelles et vérifiables.

06- Ces dispositifs ne doivent pas reposer uniquement sur l'action des consommatrices et des consommateurs, qui n'en ont pas toujours les moyens, mais aussi sur l'État qui doit assumer les politiques publiques nécessaires en matière environnementale.

07- A la suite de ce congrès, Solidaires CCRF et SCL mettra en place un groupe de travail interne chargé de produire un rapport à destination de l'administration et du pouvoir politique sur ces thématiques.

08- Ce rapport proposera les changements ambitieux et nécessaires à une vraie politique globale de protection en matière environnementale, au bénéfice des consommatrices et des consommateurs mais aussi des entreprises vertueuses.

2^{ème} axe orientation

09- Pour favoriser au plus vite un changement de société, l'Etat doit assurer un service public auprès de chaque citoyen-ne / consommateur-trice pour la transition écologique :

10- ⇒ Sécurité sociale de l'alimentation, tel que proposé dans le plan de sortie de crise présenté notamment par Solidaires et ATTAC (mesure 16), avec des opérateurs agréés par l'Etat, devant permettre à chacun de manger mieux et de sortir de l'agriculture productiviste. La réflexion sur la manière dont la DGCCRF pourra aider au conventionnement des opérateurs de cette sécurité sociale alimentaire s'inscrira dans les travaux du groupe de travail post-congrès.

11- ⇒ Mise en place de barrières douanières pour les marchandises produites sans respecter les normes écologiques/sociales. La DGCCRF, la Douane et le SCL doivent vérifier le respect de ces normes aux frontières et sur l'ensemble du territoire.

3^{ème} axe d'orientation

12- Au-delà de l'aspect spécifiquement métier, l'accès à des services publics de qualité, la préservation de la planète, l'égalité des droits sont également des revendications fortes de Solidaires CCRF et SCL et, plus largement de l'Union syndicale Solidaires.

13- La crise sanitaire que nous traversons et ses conséquences économiques ne font que renforcer l'urgence de ces revendications. Nous les portons au quotidien dans nos pratiques professionnelles et syndicales mais ça ne suffit plus. Il est nécessaire d'investir l'ensemble des champs de la société, la construction d'un monde meilleur passe par l'amélioration des conditions de travail mais aussi par l'articulation entre nos vies au et hors du travail.

14- L'Union Solidaires, grâce à ses Solidaires Locaux et à ses alliances dans la société civile (ATTAC, OXFAM, Youth for Climate,...) dispose des outils et des alliances nécessaires. En investissant les Unions Départementales, Solidaires CCRF et SCL doit aider à faire avancer les revendications de progrès social portées au niveau local comme au niveau national en construisant l'outil syndical de demain.

15- En outre, la Fonction Publique subit de graves attaques depuis plusieurs années et la DGCCRF a toujours été au cœur de ce dispositif de réforme mortifère. Un palier supplémentaire est franchi cette année par la destruction de l'ensemble des instances de dialogue social de la Fonction Publique déconcentrée de l'État pour les mettre à la disposition et à la merci des Préfet-es de département.

16- Face à ce renforcement du rôle préfectoral et à l'interministérialité, notre syndicalisme est fragmenté, et doit donc s'organiser pour répondre aux nouveaux enjeux et faire vivre Solidaires à la Fonction Publique.

17- Aujourd'hui, la DGCCRF et ses syndicats sont devenus très minoritaires au sein de la Fonction Publique de l'État en région et département. Ce constat est vrai pour de nombreuses autres administrations au sein de la RÉATE. Là aussi, il apparaît nécessaire de faire exister et vivre Solidaires Fonction Publique partout sur le territoire au sein duquel ont vocation à se regrouper l'ensemble des syndicats de Solidaires dans la Fonction Publique (Solidaires Finances Publiques, Solidaires Douanes, Solidaires CCRF et SCL, Sud Rural Territoire, Sud TAS, Solidaires IDD, Sud Education,...).

18- Pour que notre voix continue d'exister auprès des Préfet-es, pour défendre nos collègues et notre vision du service public ce regroupement des syndicats de la Fonction Publique de l'Union Solidaires est indispensable et urgent. Les modalités de ce regroupement sont à porter et discuter en congrès interprofessionnel.